



M le directeur académique, M le préfet, mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Lors du Cden du 18 mars puis de celui consacré au second degré, nous vous avons interpellé pour que vous nous communiquiez le bilan du comité de suivi de l'école inclusive et notamment le nombre d'élèves en situation de handicap notifiés pour une place en institut médico- social, scolarisés en milieu ordinaire faute de places suffisantes. Au niveau national, le ministère annonce 24 000 élèves sans solution de prise en charge en structures médico-sociales au mépris des notifications des MDPH. Le milieu scolaire ordinaire n'est pas adapté à ces élèves qui ont besoin de soins, vous le savez, tous nos collègues le savent en attestent le nombre exponentiel de signalements au registre santé sécurité faisant état de situations de violences commises par des élèves en inclusion forcée.

Qu'est ce que vous répondez à cette collègue AESH couverte de bleus, pincée, souillée qui se rend au travail en pleurant parce qu'elle ne supporte plus les violences qu'elle subit ?

Qu'est ce que vous répondez à cette enseignante au bord du suicide qui n'arrive plus à donner du sens à son métier tant la charge mentale et psychologique liée au maintien d'un de ses élèves en milieu ordinaire l'empêche de faire son métier ?

Il faut de toute urgence ouvrir des places dans les structures médico-sociales, la maltraitance institutionnelle n'a que trop duré !

Notre organisation syndicale revendique :

La défense de l'enseignement spécialisé et adapté

Le maintien et la création des places dans les établissements sociaux et médico-sociaux

Le retrait du décret visant à généraliser l'externalisation des ESMS

Le recrutement d'enseignants spécialisés et d'AESH

Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH

Le retrait de l'acte 2 de l'École inclusive, l'abandon des PAS et des PIAL.

La reconnaissance, sécurisation et revalorisation de tous les professionnels en lien avec la scolarisation des élèves en situation de handicap : enseignants, éducateurs spécialisés, personnel médico-social.

Nous vous interpellons également sur la future carte scolaire. Le gouvernement annonce une suppression de 4000 postes d'enseignants avec un accent sur la fermeture d'écoles.

L'année dernière 650 postes en moins au niveau national dans le premier degré, 29 postes en moins dans L'yonne , près de 40 fermetures de classes vécues comme une hécatombe par toute la communauté éducative.

Pour cette année, 3155 postes au niveau national seront supprimés dans le premier degré soit près de 5 fois plus ! Doit-on en déduire que nous aurons 150 postes en moins et que nous verrons 200 classes fermer ?

Avec l'observatoire des écoles rurales, vous préparez le terrain des fermetures avec les maires. Les écoles concentrées vont simplement vous permettre de mutualiser les moyens et de fermer des classes plus facilement. Vous nous avez également annoncé que vous ne recevriez plus de délégations d'écoles en cas de fermeture et que vous vous

adresserez uniquement aux maires et que vous ne voudriez plus de rassemblement devant la DSDEN. Pour autant, l'année dernière, plus de 400 personnes étaient venues manifester, une trentaine de délégations reçues. De quoi avez-vous peur ?

Nous vous mettons dès maintenant en garde, les enseignants sont déjà bout, délaissés par l'éducation nationale, avec un manque de moyens, un salaire qui n'augmente plus, des conditions de travail dégradées. Si la carte scolaire doit encore saigner notre département, nous mobiliserons le plus large possible et, que ça vous plaise ou non, nous viendrons sous vos fenêtres Mr le DASEN pour revendiquer le maintien des postes d'enseignants !

Par ailleurs, le 16 octobre, il y a eu des hommages partout en France pour la mort de Samuel Paty. Pourtant, rien n'est réglé quant à la sécurité des enseignants. Dans l'Yonne, des collègues se sont vus menacés de mort, devant un inspecteur de l'éducation nationale. La DSDEN n'a pas souhaité faire un signalement au titre de l'article 40 au bureau du procureur. Quand nous avons signalé en F3SCT: « l'inspection académique ne fait donc rien pour protéger les collègues », nous avons eu comme simple réponse « c'est votre avis ».

L'éducation nationale attend-elle un nouveau drame pour prendre ses responsabilités et protéger ses agents ?

Mesdames et messieurs les membres du CDEN, c'est inadmissible et nous ne tolérerons pas cet abandon de la part de notre hiérarchie qui se défait devant ses responsabilités.

Pour le second degré,

Le bilan de rentrée pour ce CDEN ne sera pas meilleur que les précédents...

L'effectif global en collège diminue : pourquoi ne pas en profiter pour alléger les effectifs par classe ? Ce serait une vraie mesure pédagogique, dans l'intérêt des élèves comme des enseignants, bien plus que la réforme du « choc des savoirs », dont on ne répètera jamais assez que c'est une usine à gaz, inefficace, porteuse de zizanie entre les matières, les équipes et les directions, appliquée sans les moyens adéquats, dont la seule fonction réelle est de rendre les enseignants d'une matière interchangeables dans un niveau.

Quant à l'inclusion scolaire, la situation n'est pas meilleure. La destruction de l'enseignement spécialisé n'est pas compensée par la mise en place des ULIS. Au prétexte qu'il s'agit d'un dispositif, l'accompagnement se fait de façon de plus en plus sporadique, et les AESH, considérés comme des pions interchangeables, peuvent de plus en plus rarement effectuer un suivi réel et minutieux des élèves. Tout le monde y perd, enfants comme professionnels ; et sous couvert d'égalité et de droit à la différence, le handicap est finalement nié. Pour FO, on n'appelle pas cela un progrès.

Le gouvernement minoritaire brandit déjà la menace du 49-3 pour faire passer un budget d'une brutalité sans précédent : gel des salaires, suppressions de milliers de postes dans les services publics, jours de carence, destruction de la Sécu... Et ce dans un contexte de plans sociaux en chaîne, menaçant des centaines de milliers d'emplois.

Face à la violence des attaques menées par le gouvernement Barnier, face à un ministre qui proclame son admiration pour Elon Musk et sa volonté de prendre modèle sur ses méthodes pour « lutter contre l'excès de bureaucratie », il faut une riposte à la hauteur. Nous ne pouvons pas laisser faire ! C'est un carnage qui se prépare ! Un carnage qui nécessite une riposte d'ampleur ! Nous ne pouvons pas nous permettre de nous contenter d'une nouvelle journée d'action sans lendemain ! La gravité de la situation impose la grève et le blocage jusqu'à satisfaction des revendications.

Nous ne devons pas laisser les cheminots, les hospitaliers, les salariés qui se mobilisent pour leurs emplois et leurs conditions de travail tout seuls. Il est évident que c'est en frappant tous ensemble et en même temps, que nous établirons le vrai rapport de force. Les conditions de tous ensemble sont en train de se réunir, c'est le moment d'y aller !

Nous refusons les nouvelles attaques gouvernementales contre les services publics et les fonctionnaires contenues dans les mesures Macron-Kasbarian :

- suppression de 4000 postes d'enseignants
- passage à 3 jours de carence et à 90% de rémunération sur les jours d'arrêt
- suppression de la GIPA
- gel du point d'indice et rémunération au mérite
- deuxième journée de travail gratuit (dite de solidarité)...

Au contraire, nous revendiquons :

L'annulation des 4000 suppressions de postes et la création des postes nécessaires, l'augmentation des salaires, l'abrogation de la réforme des retraites, le retrait de toutes les mesures anti-sociales et notamment du jour de carence.

Nous serons en grève d'avertissement le 5 décembre, puis, en grève 3 jours et reconductible, les 10, 11, 12 décembre.

Ces mesures de destruction de la fonction publique sont inacceptables ! Impossible de laisser passer : cette politique de destruction sociale à tous les niveaux n'a que trop duré.